

La place du travail dans une société *désirable*

Dominique Méda, philosophe et sociologue du travail

Dominique Méda, philosophe et sociologue du travail, a récemment publié un livre intitulé « *Une société désirable, comment prendre soin du monde* » (janvier 2025) qui vise à « *transformer nos politiques, rediriger nos actions et engager nos sociétés dans la reconversion écologique* ». Une reconversion écologique qui consiste à fonder une société de post-croissance mesurée par des indices non-monétaires qui permettraient « *d'enserrer le PIB dans les limites physiques* » tout en garantissant une équité sociale.

Pour Dominique Méda, « *il est temps de réencastrer les humains dans le reste de la nature [et] de rompre avec l'idée d'un humain transcendant autorisé à mettre la nature à son service pour satisfaire ses désirs* ».

Suite de la publication de l'étude « *Low-tech, low-great ? Repenser le travail et l'économie* » (septembre 2025) qui a pour objectif de repenser la place du travail dans une société qui intègre la low-tech, Carlos Fernández, chargé de mission de La Fabrique Ecologique, a interrogé Dominique Méda sur la place du travail dans une société durable.

Y a-t-il un lien (plus ou moins direct) entre la crise environnementale et la crise du travail ?

C'est une excellente question ! La réponse est oui. Il existe même de multiples liens entre ces deux crises. D'abord, on peut raisonnablement soutenir que le travail a été et reste un des opérateurs principaux de la crise environnementale. Car si, pendant de longs siècles, les humains n'ont pas transformé la nature par leur travail, cela a bien été le cas à partir du XVIII^{ème} siècle, et de plus en plus ces deux derniers siècles comme le mettent en évidence les travaux sur « *la grande accélération* ». L'économiste Angus Maddison, qui a reconstitué les taux de croissance dans le monde depuis l'an 1, rappelle que durant la phase initiale du développement capitaliste (1820-70), la croissance était lente et que la dynamique de croissance s'est limitée aux pays européens et d'immigration européenne. Plus tard, durant la période d'accélération (1870-1913) les taux de croissance ont augmenté sous le coup de la deuxième Révolution industrielle. Ensuite, Maddison montre que c'est durant ce qu'il qualifie d'« *âge d'or* » (1950-73), que les taux de croissance ont atteint des niveaux extrêmement élevés. Bien sûr le travail n'était pas le seul facteur explicatif de cette croissance mais l'augmentation de sa productivité a été mise au service d'un processus d'extraction de ressources et de production d'artifices et de déchets qui a pris des proportions exponentielles. Parallèlement, on peut aussi soutenir que la crise environnementale contribue à détruire le sens du travail : comme l'ont montré de nombreuses prises de parole de jeunes, le fait que le travail contribue

à détruire la planète rend l'exercice de certains métiers répulsif. Mais le travail peut être mis au service de la réparation et de l'amélioration de notre monde, de sa régénération comme j'ai essayé de le montrer dans mon dernier ouvrage : *Une société désirable. Comment prendre soin du monde (2025)*. En soi, le travail n'est ni bon ni mauvais pour l'environnement : ce qui compte, ce sont les finalités qu'il poursuit.

« En soi, le travail n'est ni bon ni mauvais pour l'environnement : ce qui compte, ce sont les finalités qu'il poursuit »

Dans son Encyclique, *Laudato Si* (2015), le pape avait bien mis en évidence cette dimension : longtemps, soutient-il, l'intervention humaine sur la nature a eu comme caractéristique « *d'accompagner, de se plier aux possibilités qu'offrent les choses elles-mêmes. Il s'agissait de recevoir ce que la réalité naturelle permet de soi, comme en tendant la main. Maintenant, en revanche, ce qui intéresse c'est d'extraire tout ce qui est possible des choses par l'imposition de la main de l'être humain qui tend à ignorer ou à oublier la réalité même de ce qu'il a devant lui* ». C'est tout le rapport entre humains et nature déployé par la Modernité qui est ainsi remis en cause, ce rapport de conquête et d'exploitation dont la Nouvelle Atlantide de Francis Bacon faisait la promotion et qu'Aldo Leopold remettait en cause dès 1949 dans son *Almanach d'un comté des sables*.



Peut-on considérer les stratégies visant à «*redonner du sens au travail*» ou à «*revaloriser le travail*» comme des réponses managériales qui évitent une remise en question plus profonde de l'organisation du travail, voire de la société ?

Non je ne le pense pas. Certes une partie des discours managériaux qui s'intéressent au travail et à ses conditions d'exercice restent enfermés dans et contraints par la nécessité pour les entreprises d'être rentables et de continuer à faire du profit. Mais c'est déjà un pas très important de reconnaître qu'il y a aujourd'hui un problème avec le travail, un malaise français. Je dis cela parce que malgré les études qui s'accumulent, le déni des responsables politiques et économiques est profond.

« Malgré les études qui s'accumulent, le déni des responsables politiques et économiques est profond »

Je donne quelques exemples: en 2019, 37 % des salariés indiquaient qu'ils ne se sentaient pas capables de tenir dans leur travail jusqu'à la retraite (32 % des cadres et 39 % des ouvriers et employés). C'est un chiffre énorme. En 2021, l'enquête européenne sur les conditions de travail mettait en évidence la très mauvaise position de la France, en queue de peloton parmi les 36 pays sous revue. Plus de pénibilité physique qu'ailleurs, plus de contraintes émotionnelles, plus de discriminations, plus d'insatisfaction par rapport aux rémunérations...

Par conséquent, les efforts des entreprises qui reconnaissent l'ampleur de ce malaise et mettent en place des actions visant à améliorer les conditions de travail et redonner du sens au travail doivent être salués, même s'ils ne débouchent pas sur des transformations de l'organisation du travail qui iraient dans le sens d'une démocratisation. C'est ce que nous soutenons avec mes co-auteurs du « *Manifeste Travail. Démocratiser. Démarchandiser. Dépolluer* » (2020) : démocratiser les entreprises et plus largement les organisations du travail est la solution non seulement pour redonner de la voix et de l'autonomie aux salariés dans leur travail mais aussi très certainement pour réorganiser la production dans un sens plus favorable à la protection de notre environnement et de notre planète.

« Démocratiser les entreprises et [...] les organisations du travail est la solution non seulement pour redonner de la voix et de l'autonomie aux salariés dans leur travail mais aussi [...] pour réorganiser la production dans un sens plus favorable à la protection de notre environnement et de notre planète »



Vous avez un avis critique sur le PIB, mais quels indicateurs seraient plus adaptés pour mieux valoriser ou évaluer le travail ? Pensez-vous qu'en guidant systématiquement nos politiques par des indicateurs nous tombons dans ce que Pitirim Sorokin appelle la « quantophrénie » en laissant de côté l'angle matérialiste ou réel ?

Dans son ouvrage « *Fads and Foibles in Modern Sociology and Related Sciences* » (1956) le sociologue Pitirim Sorokin définit la **quantophrénie** comme une « *maladie* » scientifique qui consiste à survaloriser l'utilisation des **méthodes quantitatives** et l'**analyse mathématique** dans les sciences sociales pour se présenter comme « *objectives* » ou « *exactes* ».

Nous travaillons depuis la fin des années 1990 sur cette question avec mes collègues Florence Jany-Catrice et Jean Gadrey et en effet nous avons mis en évidence les fortes limites du PIB et proposé l'usage d'indicateurs alternatifs ou plutôt complémentaires au PIB. Je rappelle les limites du PIB: il compte pour zéro des activités essentielles pour la reproduction de la société (activités bénévoles, domestiques, familiales, politiques, citoyennes, de loisir), il compte positivement tous les flux, pourvu qu'ils soient monétaires; il n'est pas affecté par les inégalités de participation à la production ou d'accès à la consommation; il est issu d'un «compte de flux» et donc indifférent aux dégradations apportées au patrimoine naturel ou social à l'occasion de la production.

La plupart des institutions qui travaillent sur ces questions partagent ce constat et sont engagées dans une bataille silencieuse pour produire de nouveaux indicateurs. Avec mes collègues, nous prôtons l'usage d'un nombre très réduit d'indicateurs, non monétaires mais physiques et sociaux, capables précisément de mettre en évidence les dimensions de évolutions de notre société invisibilisées par la focalisation sur le PIB. Nous proposons donc d'utiliser **l'empreinte carbone** ou un indicateur synthétique représentatif des limites planétaires physiques et **l'indice de santé sociale (ISS)** construit par Florence Jany-Catrice.

L'**indice de santé sociale (ISS)** est un indicateur inter-régional qui repose sur **6 dimensions** : revenus, travail, santé, éducation, logement et liens inter-individuels et sociaux. Cet indice a **17 variables différentes** pour évaluer la santé régionale, telles que le taux de chômage, l'espérance de vie à la naissance et la part de l'emploi précaire.

Nous proposons ainsi d'enserrer en quelque sorte le PIB dans ces deux indicateurs, ce qui permet de contraindre la production à respecter les limites planétaires tout en garantissant l'équité sociale. Même si nous sommes très conscients des risques de quantophrénie, il nous semble essentiel de contrebalancer la très forte attraction qu'exerce le PIB par une autre mesure. Ces deux indicateurs peuvent être transformés chaque année en objectifs à atteindre, ce qui permet de se doter d'une trajectoire et donc de contrôler régulièrement notre capacité à suivre celle-ci.



Comment des solutions telles que le «revenu d'existence» ou la «désintensification du travail» peuvent-elles générer des effets positifs sur la sphère sociale ainsi qu'environnementale ? Peut-on considérer qu'il existe un empêchement de la part des élites à mettre en œuvre ces politiques ?

Le revenu d'existence, connu aussi comme « revenu de base » ou « revenu universel », est une politique économique qui consiste en donner une allocation individuelle de façon inconditionnelle. Dans d'autres termes, c'est donner un revenu pour toutes les personnes, même si celles-ci ne travaillent pas.

Personnellement, je ne suis pas en faveur du revenu d'existence. D'une part, parce qu'il se fonde souvent sur l'affirmation que le travail va disparaître – ce dont je ne suis pas du tout convaincue même si les développements récents de l'IA suscitent de ce point de vue des inquiétudes – mais surtout parce que je crains que, si un revenu d'existence était mis en œuvre, c'est sa version libérale qui s'imposerait. Ma thèse est que si nous engageons vraiment nos sociétés dans ce que j'appelle la reconversion écologique, nous allons avoir besoin de plus de travail. Prenons l'exemple de l'agriculture : si nous utilisons moins de pesticides et moins d'énergie mécanique – génératrice de gaz à effet de serre – nous aurons besoin de plus de travail humain. Et c'est le cas pour de nombreux secteurs : On a besoin de plus de travail humain pour la rénovation thermique des bâtiments, pour le développement des énergies renouvelables, pour la construction

d'infrastructures favorables à la mobilité douce, pour la réparation... Le secrétariat à la planification écologique a indiqué qu'à l'horizon 2030, nous devrions former 2,8 millions de personnes dans ces secteurs, dont 90 % d'ouvriers et de techniciens.

« Le secrétariat à la planification écologique a indiqué qu'à l'horizon 2030, nous devrions former 2,8 millions de personnes dans ces secteurs, dont 90 % d'ouvriers et de techniciens »

Nous devons être très attentifs aux conditions de travail de ces personnes dans ces secteurs qui sont déjà en proie à des difficultés de recrutement. Il faudra améliorer les conditions d'exercice du travail et les rémunérations. La désintensification du travail fait partie de la stratégie à suivre. Dans ces secteurs comme ailleurs, un des grands maux du travail c'est l'intensification, le fait de travailler toujours plus vite dans des délais toujours plus courts. Ce ne sont pas seulement les élites qui sont opposées à une telle transformation mais l'ensemble de notre système productif et capitaliste qui soumet les entreprises à une intense compétition mondiale.

« Un des grands maux du travail c'est l'intensification, le fait de travailler toujours plus vite dans des délais toujours plus courts »



Peut-on envisager une société désirable où le choix des carrières professionnelles et universitaires serait fondé sur les passions et les intérêts des individus, plutôt que sur des considérations économiques ?

C'était la grande idée de Charles Fourier, exposé notamment dans « *Le nouveau monde industriel et sociétaire* » (1829) ou dans le très intéressant et dernier roman de Zola, « *Travail* » (1901), très inspiré par les thèses fouriéristes. La thèse est la suivante : si nous savons bien harmoniser les passions, nous pourrions organiser au sein de phalanstères des communautés de vie et de travail, où ce dernier ne sera plus contraignant mais passionnant. Chacun choisira de faire ce qu'il aime, le travail ne durera que quelques heures par jour et sera varié, donc échappera à la monotonie. Dans « *Travail* », Luc Froment, adepte de Fourier, décide de créer à côté de l'Abîme, l'aciérie qui broie les ouvriers, une cité du travail, la Crêcherie. Celle-ci va se développer et transformer la vie des ouvriers : « *La journée ne dépassait pas quatre heures et jamais un ouvrier ne faisait une tâche plus de deux heures, relayé par un camarade, passant lui-même à un labeur autre, art industriel, culture ou fonction publique (...) Le travail devenait une joie, une récréation, en se variant, en se renouvelant toujours ainsi* ».

Les choses ne se sont pas passées ainsi notamment parce que le salariat, honni, est devenu le principal mode d'exercice du travail. Mais oui, nous devons renouer avec l'espoir que le travail ne soit pas synonyme d'aliénation.

Il me semble que si nous sommes capables de transformer profondément nos organisations du travail dans un sens plus démocratique comme je l'ai suggéré plus haut et surtout notre production (ce que nous produisons, par exemple des énergies renouvelables plus que des pesticides ou de la nourriture ultra transformée), nos concitoyens seront en mesure de retrouver le sens de leur travail, celui-ci étant mis au service de la réparation, la régénération, l'amélioration de notre monde. Je ne dis pas que tout le monde considérera son travail comme une passion mais il me paraît clair que si l'objectif poursuivi est tenu pour bon et que le travail est mis à son service, cela est de nature à transformer l'expérience vécue de travail.

*Par Dominique Méda, propos recueillis
et édités par Carlos Fernández.*

